

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Ces 200,000 emplois ne sont pas lancés au hasard comme le demande le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson). Il nous demande de nous en tenir à des crédits d'impôt, des crédits d'impôt à tout le monde. Cela nous n'y croyons pas, monsieur l'Orateur. Nous estimons qu'en ce moment il faut des mesures sélectives, qu'il faut privilégier les endroits où les problèmes sont le plus aigus, le plus difficiles. Voilà pourquoi nous recourons à la création directe d'emplois pour atteindre les régions de chômage chronique ou élevé, celles où l'emploi est saisonnier ou bien celles qui ont eu un nombre élevé de licenciements. Nous avons recouru au projet de développement communautaire du Canada pour nous occuper des régions où il y avait eu d'importants licenciements, que ce soit Windsor, Brantford, Terre-Neuve ou l'île de Vancouver. Nous avons fait cela pour aider les travailleurs concernés à rétablir leurs prestations et à travailler entre-temps.

Nous recourons à ce type de projet pour que les autochtones puissent construire des maisons. On nous avait déjà demandé d'un ton geignard de faire quelque chose pour les autochtones. Un des buts du programme de création d'emplois est de payer la partie main-d'œuvre d'importants programmes de logement d'un bout à l'autre du Canada. Ces projets de développement communautaire sont souvent critiqués par certains députés, qui leur reprochent d'être des solutions de fortune, ou des projets pour donner du travail. Ce qu'il faut en réalité, monsieur l'Orateur, c'est aider à réédifier la collectivité. Nous construisons des points de chargement, nous construisons des quais pour pêcheurs, nous mettons de l'argent dans le logement, nous mettons de l'argent dans de nouvelles installations communautaires. En fait, monsieur l'Orateur, plus de 60 p. 100 des projets de développement communautaire concernent des activités qui touchent la construction.

En outre, monsieur l'Orateur, plus de 40 p. 100 de ceux qui sont inscrits à ces projets sont des jeunes. C'est peut-être eux qui ont le plus besoin d'être aidés en ce moment. Ces projets d'emploi direct sont spécialement étudiés en fonction des besoins des jeunes. Ce sont eux qui ont besoin d'acquiescer de l'expérience, n'ayant jamais eu d'emploi, afin d'avoir des références pour le marché du travail.

Voilà, monsieur l'Orateur, où vont les projets de développement communautaire. Nous avons l'intention de discuter encore une fois avec les entreprises et les syndicats d'une nouvelle stratégie de développement pour les jeunes afin qu'ils puissent commencer à prévoir la façon dont ils pourront avoir du travail, des emplois nouveaux, avec l'aide des entreprises. Nous pouvons établir de nouveaux centres d'un bout à l'autre du pays, accorder une attention spéciale à ce noyau irréductible de jeunes chômeurs structurels. Il s'agit de jeunes qui trop souvent sont laissés pour compte. Nous voulons commencer à prendre des mesures spéciales pour eux et nous disposons maintenant des fonds et des ressources à consacrer à ce genre de programmes.

Voilà pourquoi nous demandons aux autres Canadiens de contribuer à ces efforts, d'aider les autochtones à construire des logements, d'aider les gens de la Gaspésie, de Terre-Neuve

Le budget—M. Axworthy

ou de l'île Vancouver à retrouver du travail. Voilà le genre de mesures que nous préconisons.

Il ne s'agit pas de l'unique mesure concernant le logement que nous ayons prise dans ce domaine. Le budget prévoit également un important stimulant pour le marché domiciliaire. Je trouve très étonnante la réaction de l'opposition, monsieur l'Orateur, car j'ai écouté très attentivement les propos des députés d'en face qui réclamaient qu'on fasse quelque chose pour le marché domiciliaire. Je me permettrais de donner un exemple de ce que permettra de réaliser le budget. Grâce à la construction des logements locatifs promis en mars dernier par le ministre des Travaux publics (M. Cosgrove) et à la construction des unités de logement annoncée aujourd'hui, on réussira à créer quelque 54,000 nouveaux emplois au cours des deux prochaines années.

Le Programme canadien de rénovation des maisons, dont il a été question hier soir, créera quelque 20,000 nouveaux emplois. Nous avons lancé hier soir un programme de 300 millions de dollars à l'intention de ceux qui achèteront une maison pour la première fois, qu'elle soit neuve ou non. Ce programme permettra d'accorder une aide directe à près de 100,000 acheteurs au Canada et devrait créer et stimuler la création de 50,000 autres emplois. Ainsi, au cours de cette période, plus de 124,000 nouveaux emplois seront créés directement par ce stimulus sur le marché de la construction domiciliaire. Dès maintenant, dès la publication du budget, ces mesures qui permettront la création de 124,000 emplois sont prêtes à être appliquées.

• (1650)

Il est curieux de constater que nos vis-à-vis ont pour une raison ou une autre oublié ces faits. Outre les 200,000 emplois qui découleront de nos mesures de création directe d'emplois, nous créons 124,000 emplois grâce à ces mesures dans le domaine de l'habitation.

En outre, d'autres emplois seront créés grâce une somme de 300 millions de dollars consacrée aux programmes de développement économique. Le député nous demande quels sont les fonds affectés à la recherche, ce que l'on fait du secteur manufacturier et quelles mesures seront prises pour aider l'industrie. Le député ne tient-il aucun compte des 300 autres millions de dollars qui seront affectés à divers programmes et consacrés à l'augmentation de la productivité, aux programmes d'investissement et aux programmes de recherche et de développement? Comment nos vis-à-vis pensent-ils que nous sommes en mesure d'élaborer des programmes importants comme le projet Bombardier qui fournit à lui seul 20,000 emplois? C'est grâce aux fonds consacrés au développement économique. Le ministre des Finances a débloqué 300 autres millions de dollars dans ce budget. Le député nous a posé la question et nous venons d'y répondre. Cette somme va aider directement et encourager le secteur privé dans ces domaines, et je ne parle pas ici des subventions spéciales versées aux petites entreprises. Les députés ont cru bon d'oublier ou de passer sous silence ces faits, car ils ne veulent pas de la vérité ou se refusent à faire face à la réalité lorsqu'elle ne correspond pas à leurs opinions.

M. Wilson: La réalité est bien là.